Envoyé en préfecture le 30/09/2025

Reçu en préfecture le 30/09/2025

ID: 084-218400547-20250916-ARRDAJ2025380-AR

Publié le

DEPARTEMENT

VAUCLUSE

COMMUNE

L'ISLE SUR LA SORGUE

Hôtel de Ville Rue Carnot **BP 50038**

PG/CB/CD/RC

Direction des affaires juridiques

Directrice : Clélie Devienne

Gestionnaire du dossier : Richard Chalier Courriel: juridique@islesurlasorgue.fr

REPUBLIQUE FRANCAISE

Liberté - Egalité - Fraternité

ARR DAJ 2025-380

Mis en ligne le 30 septembre 2025

ARRETE DU MAIRE

OBJET: AUTORISATION D'OUVERTURE PARTIELLE D'UN ETABLISSEMENT RECEVANT DU PUBLIC (ERP) POUR L'HOTEL « L'ISLE DE LEOS »

Le Maire de la Commune de L'Isle-sur-la-Sorgue,

Le code général des collectivités territoriales et notamment ses articles L. 2212-1, L. 2212-2, VU

Le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L.122-5, R. 122-5 à R.122-7, VU

R.122-30, R.143-38 et R.143-39,

Le décret n°95-260 du 8 mars 1995 modifié relatif à la commission consultative départementale VU

de sécurité et d'accessibilité,

VU L'arrêté du ministre de l'intérieur du 25 juin 1980 modifié portant approbation des dispositions générales du règlement de sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les

établissements recevant du public (ERP),

VUL'arrêté du 30 avril 2017 relatif à l'accessibilité aux personnes handicapées des établissements recevant du public lors de leur construction et des installations ouverte au public lors de leur

aménagement,

L'avis favorable de la commission communale de sécurité du 14 août 2025 pour une ouverture VU

partielle de l'établissement,

CONSIDERANT que l'ouverture d'un établissement recevant du public est subordonnée à une autorisation délivrée par l'autorité administrative au nom de l'Etat, après avis de la commission de sécurité compétente et au vu de l'attestation de respect des règles d'accessibilité;

CONSIDERANT l'avis favorable de la commission communale de sécurité de la Ville de l'Islesur-la-Sorgue à la suite de sa visite de l'hôtel « L'Isle de Léos » le 14 août 2025 pour une ouverture partielle du SPA du rez-de-chaussée au public

ARRETE



ID: 084-218400547-20250916-ARRDAJ2025380-AR

- **ARTICLE 1**: L'établissement « L'Hôtel L'Isle de Léos » de type O avec activités de types L, N, X et PS de la 3ème catégorie, sis 1 porte de Bouigas à L'Isle sur la Sorgue, est autorisé à ouvrir au public la zone SPA du rez-de-chaussée.
- ARTICLE 2 : Cette autorisation partielle est subordonnée au respect et à la réalisation de :

 la (les) prescriptions(s) contenue(s) dans le procès-verbal de la commission communale le pour la sécurité contre les risques d'incendie et de panique ci-joint.
- ARTICLE 3: Les infractions aux dispositions du présent arrêté, qui sera affiché et publié selon les conditions réglementaires en vigueur, seront constatées par procès-verbal transmis au tribunal compétent.
- ARTICLE 4 : Le présent arrêté sera adressé à la Préfecture au titre du contrôle de légalité, et notifié au Service départemental d'incendie et de secours et à l'hôtel « L'Isle de Léos », représentée par son Directeur Monsieur Emmanuel BORLA.
- **ARTICLE 5**: Les Directeurs généraux adjoints des services, le Lieutenant de la brigade de gendarmerie, la responsable du service prévention et sécurité opérationnelle sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à L'Isle-sur-la-Sorgue, le 16 septembre 2025



Le présent arrêté pourra faire l'objet dans un délai de deux mois à compter de sa publication :

d'un recours gracieux devant Monsieur le Maire,

Dans l'hypothèse où la décision critiquée est maintenue, il appartient au requérant de saisir le tribunal administratif de Nîmes d'un recours contentieux dans le délai de deux mois, soit à compter de la lettre exprimant le rejet du recours gracieux, soit à compter de l'expiration du délai de deux mois suivant l'accusé de réception de demande de recours gracieux.

d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nîmes, Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique "Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <u>www.telerecours.fr</u>.